

Porter les Évangiles au monde » : les logiques religieuses d'engagements politiques des catholiques au XXe siècle. AFSP, Toulouse, septembre 2007. Magali Della Sudda, Yann Raison du Cleuziou.

La différenciation des engagements : l'Action catholique ouvrière entre radicalisme politique et conformisme religieux

Bruno Duriez

« Tout l'Évangile dans toute la vie » : le slogan de l'Action catholique spécialisée des années 1930 résume bien la perspective intégrale de ce catholicisme de mouvement. Cette visée est celle de la Jeunesse ouvrière chrétienne, fondée dans les années 1920 puis du mouvement adulte, créé dix ans plus tard, la Ligue ouvrière chrétienne, devenue en 1941 le Mouvement populaire des familles (MPF). Cette première Action catholique ouvrière a pour objet la « transformation chrétienne du monde ouvrier ». Elle est à la fois apostolique et sociale. Ce modèle sera mis en cause à la toute fin des années 1940. L'épiscopat créera alors une nouvelle Action catholique ouvrière (ACO).

Comment être militant chrétien et être militant politique ? Ou comment à la fois répondre à l'invitation à diffuser le message chrétien et à l'injonction à participer à la transformation sociale ? L'Action catholique ouvrière est un de ces lieux où est pensée et vécue l'articulation entre les ces deux exigences, fondées toutes deux sur une lecture du message religieux.

On retiendra de cette histoire quatre grandes périodes durant lesquelles la définition du mode de présence des ouvriers chrétiens au monde social varie en fonction des transformations sociales et politiques, des transformations de l'Église et de sa place dans la société française. La première est celle du catholicisme intégral. Elle s'achève en 1949 avec le retrait du caractère d'Action catholique au MPF¹. La deuxième période est celle de la nouvelle ACO, créée en 1950, comme lieu de réflexion spirituelle des militants engagés dans « l'action temporelle ». Durant la troisième période, celle des années 68, tout est rapporté au « mouvement ouvrier ». Enfin, à partir des années 1980, l'ACO se redéfinit comme « communauté de croyants ».

Dans chaque période la façon dont est défini et affirmé le lien entre visée religieuse et engagement politique se modifie, toujours en tension, à la fois dans l'organisation et dans les rapports entre celle-ci et l'institution ecclésiale.

« Humaniser pour christianiser ». La première ACO (1933-1949)

La première ACO, Ligue ouvrière chrétienne (1933) puis Mouvement populaire des familles (1941) est à l'origine est issue directement de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)². L'organisation et, plus encore, ses militants, tirent de celle-ci une vision du monde, une

1 Cette contribution fait suite à d'autres publications centrées principalement sur le MPF (liste à la fin de ce texte). Elle poursuit l'approche de Denis Pelletier, « Trois moments de l'histoire de l'ACO », *Les Cahiers de l'Atelier*, n° 495, janvier-mars 2002, p.57-69.

2 L'histoire du MPF s'appuie principalement sur le travail collectif mené au sein du Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF), qui associe en son sein chercheurs et anciens militants de ces mouvements. Il est rendu compte de ces travaux dans les Cahiers du GRMF (quatorze parus). Voir également Joseph Debès, *Naissance de l'Action catholique ouvrière*, Paris, Éditions ouvrières, 1982. Sur l'ACO depuis 1950 l'analyse s'appuie essentiellement sur la lecture des comptes rendus des rencontres nationales de l'ACO, qui se tiennent d'abord tous les deux ans (jusqu'en 1959), puis tous les trois ans (jusqu'en 1986), puis tous les quatre ans ; ainsi que sur la lecture de numéros de la revue *Témoignage* et divers textes de l'ACO ainsi que sur la rencontre avec des membres et des aumôniers de l'ACO.

méthode d'analyse et d'action. C'est celles-ci qui les conduiront à la politique et, pour beaucoup d'entre eux, à une orientation de gauche.

« Nous referons chrétiens nos frères, par Jésus-Christ nous le pourrons », chantaient les jocistes. « C'est cette volonté de conquête et d'apostolat des ouvriers par les ouvriers, pour les ouvriers, que l'on s'est efforcé d'abord d'inculquer³. » La démarche de la JOC est d'abord apostolique, religieuse. La spécialisation de l'Action catholique par « milieux », terme préféré dans l'Église à celui de classes sociales, jugé trop connoté à la lutte des classes et donc au communisme, ne se fera pas sans heurts avec les mouvements dits généraux, c'est-à-dire interclassistes, ou les paroisses. Elle est un des éléments déterminants de la façon dont les mouvements d'adultes – dont le MPF – et leurs militants conçoivent non seulement leur action apostolique et leur place dans l'Église mais aussi leur analyse et leur action politiques.

Or, l'orientation de la JOC est aussi politique. Les craintes de l'Église vis-à-vis du socialisme et du développement du mouvement ouvrier fin XIX^e et début XX^e déjà clairement exprimées dans *Rerum novarum* (1891) se confirment et se compliquent à la fois avec la révolution russe (1917) et la naissance des partis communistes. En France, le Parti communiste naît au Congrès de Tours (1920) d'une scission au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). L'historiographie des débuts de la JOC tait assez généralement ce contexte politique. La visée de la JOC est bien aussi, plus ou moins explicitement, de lutter contre l'emprise de des organisations de gauche sur la classe ouvrière⁴. En est issue la conviction que la JOC, et donc l'Église, ont à défendre leur propre projet de transformation sociale.

La formation par la JOC d'une élite de la jeunesse ouvrière, de chefs comme on dit alors, doit permettre de rapprocher progressivement la classe ouvrière et l'Église. Des moyens considérables sont pour cela mis en œuvre : des cercles d'études, des recollections, une presse et de nombreuses publications⁵. *Meneurs* sera le titre du journal des militants du mouvement adulte qui fait suite à la JOC, la Ligue ouvrière chrétienne. La conviction qu'une minorité active peut entraîner la masse a marqué des militants entièrement dévoués à leur cause.

L'enquête d'année participe à cette formation mais elle est aussi introduction à l'action. La démarche de ce que l'on appellera plus tard la révision de vie se décompose en trois temps : « voir, juger, agir ». Il s'agit d'abord d'observer ce qui se passe dans la vie d'usine, de quartier, de famille. Il s'agit ensuite d'analyser, de trouver des causes de la situation évoquée. Il s'agit enfin de définir ensemble quelle action il importe de mener. La méthode, qui est déjà en partie celle des cercles de l'ACJF, rompt avec celles qui ont coutume jusque là d'être pratiquées dans l'Église. L'action n'est pas déduite d'un enseignement doctrinal mais se construit dans la réflexion collective. La formation ce n'est pas tant l'acquisition d'un savoir constitué que celle d'une démarche qui se caractérise par le pragmatisme (« un gramme d'action vaut plus qu'une tonne de discours », autre slogan de la JOC) et qui masque aux yeux de ceux qui la reçoivent ce qu'elle doit à l'inculcation de catégories de perception de la réalité. Cette forme d'approche inductive de la réalité donne à ceux qui la partagent la conviction qu'ils sont aptes à définir eux-mêmes les orientations de leur action.

La JOC s'affirme comme un mouvement complet pour les jeunes ouvriers chrétiens : « La JOC veut être la tutrice, la protectrice et la mandataire de la jeunesse ouvrière. Elle est une école, un corps représentatif et un ensemble de services professionnels et sociaux⁶. » Dans le

3 Georges Guérin, *L'Union*, juillet 1927.

4 La position vis-à-vis du mouvement communiste s'exprime parfois directement. C'est ainsi que dans un chant de la JOC s'exprime clairement un démarquage vis-à-vis du chant de l'Internationale : « Tu n'es pas “ damné de la terre ”/Tu n'es pas “ forçat de la faim ”/Tu veux vivre et gagner ton pain/Par ton travail et ton salaire./Bannis la haine de ton coeur/Regarde l'avenir sans crainte/Grâce au Christ, Divin travailleur./Ta tâche est sainte » (*Sois fier ouvrier*).

5 Avec notamment la création des Éditions ouvrières.

6 *Manuel de la JOC*, première édition française, Paris-Bruxelles, Les Éditions jocistes, 1930.

mouvement sont pris en charge l'ensemble des aspects de l'existence du jeune travailleur. Cette prétention suscitera des tensions avec la Confédération syndicale chrétienne et ses équipes des Jeunesses syndicalistes chrétiennes⁷. Le projet de la JOC est bien à la fois de changer les consciences et de rechristianiser la classe ouvrière, et au-delà de celle-ci, l'ensemble de la société⁸. En ce sens, le mouvement se situe bien dans la perspective du catholicisme intégral.

Le grand congrès organisé à Paris en juillet 1937 pour le dixième anniversaire du mouvement est celui de toutes les espérances. Le mouvement s'est considérablement développé. Il y met en scène ce qu'il est devenu mais surtout ses projets pour une société régénérée. Les grèves de 1936 ont fourni l'occasion à des jocistes de prendre des responsabilités dans l'action ouvrière. Ils ont contribué au renforcement de la CFTC. Tout semble alors possible.

Ce faisant, la JOC refuse de s'affirmer comme organisation politique. Mouvement d'Église et le restant, sous le contrôle direct de la hiérarchie et des aumôniers, la JOC ne se distingue pas par des positions politiques particulières même si elle affirme sa solidarité avec les mouvements de défense de la classe ouvrière, tout en s'opposant au projet communiste. Le mode d'action du mouvement, ou plutôt celui de ses membres, est « l'influence » : « Un militant qui influence pour les transformer ses trois milieux de vie (milieu de travail, quartier, milieu de loisirs), voilà toute la JOC. C'est par là qu'on peut vraiment dire que la JOC est puissante car par ses 20 000 militants français, elle possède ce moyen de conquête invisible qu'on nomme l'influence⁹. » La « révision d'influence » permet de voir en équipe quels sont les résultats des actions menées.

L'insistance dans la théologie jociste sur la personne du Christ et sur sa condition humaine contribue à la vision globale du mouvement : Jésus-Christ a lui aussi travaillé, il était charpentier. Cette mise en valeur permet à la fois la valorisation du travail manuel et celle du jeune travailleur¹⁰. Elle forge un ethos militant dans lequel la transformation des rapports sociaux participe à l'œuvre de Dieu. Les orientations prises ensuite par les jocistes sont diverses et elles couvrent un éventail politique large. Parmi eux, certains s'engageront dans des formations politiques de gauche. Cela est nouveau. La formation de la JOC a permis à ceux qui en ont bénéficié de rompre les liens politiques traditionnels et a rendu possible et légitime à leurs propres yeux la possibilité d'un choix politique de gauche. Mais dans un premier temps, la vision intégraliste du mouvement les a conduits plutôt à se situer à distance des organisations politiques et à définir un projet politique propre au mouvement.

Ces différents aspects de la démarche de la JOC, l'action par milieu, la formation par l'enquête, une vision intégrale du changement social marqueront l'ethos militant de ceux qui en sont issus et qui bâtiront le Mouvement populaire des familles. Ils seront également des éléments constitutifs de l'orientation politique ultérieure de ce mouvement.

La création en 1933 de la Ligue ouvrière chrétienne féminine, après celle des groupes d'Aînés de la JOC, pour les hommes, assure la continuité de l'esprit de la JOC pour les premiers jocistes atteignant l'âge adulte. Les deux mouvements fusionnent bientôt (1935) en

7 Éric Belouet, « La JOC et les organisations syndicales (1927-1997) », *Cahiers de l'Atelier*, « La JOC a-t-elle fait son temps ? », n° 484, avril-juin 1999.

8 Comme l'annonce l'abbé Guérin : « Il est nécessaire, expliquait M. Cardijn, pour donner au patronage une éducation *intégralement* chrétienne, de faire pénétrer les principes chrétiens de la vie surnaturelle jusque dans la vie de travail et le " tous les jours " des apprentis et des jeunes ouvriers : embrayer le patronage sur la vie quotidienne, au lieu de le borner à agir les dimanches et les fêtes » *L'Union*, juillet 1927, cité par Joseph Debès et Émile Poulat, *L'Appel de la JOC, 1926-1928*, Paris, Éditions du Cerf, 1986, p. 226.

9 *Jocisme français, 1927-1939*, Paris, JOC et JOCF, 1939, p. 86, cité par Françoise Richou, *La Jeunesse ouvrière chrétienne. Genèse d'une jeunesse militante*, Paris, L'Harmattan, 1997.

10 « Sois fier ouvrier et relève les yeux. Tu n'es pas esclave de ta machine ».

un seul mouvement à deux branches, féminine et masculine : la Ligue ouvrière chrétienne¹¹. Comme la JOC, la LOC se définit comme « école, service et corps représentatif ». L'objectif premier est toujours la christianisation de la classe ouvrière. La JOC fournit la plupart des responsables du mouvement adulte. La forte endogamie parmi les militants de la JOC¹² fait que l'engagement dans la LOC est pour beaucoup d'emblée un engagement de foyers.

La visée du mouvement se situe dans la même perspective intégrale, totalisante. Celle-ci implique une réticence à l'égard de l'intervention de l'État et la défense des corps intermédiaires. En défendant l'application du principe de subsidiarité, le mouvement se situe dans la ligne des positions de l'Église, précisées dans *Quadragesimo Anno* (1941). Le sous-titre du journal de masse du mouvement, créé en mars 1937, *Monde ouvrier*, « hebdomadaire de la famille et du travail¹³ » indique le projet du mouvement d'englober tous les aspects de l'existence des familles ouvrières. Cependant le projet caressé par certains d'un mouvement formé sur le modèle belge du Mouvement ouvrier chrétien ne verra pas le jour. Une des raisons en est la présence de la CFTC et le refus qu'elle opposera en permanence à la prétention du MPF à donner à ses membres le sens de leur action. L'évolution du mouvement, jointe aux résistances de la centrale syndicale, va mettre à mal son projet intégraliste.

Le contexte de Vichy offre au mouvement les conditions de son développement. La Révolution nationale, la protection de l'Église en même temps que l'interdiction des organisations syndicales lui ouvrent des perspectives. Mais ce sont les nécessités du moment qui guident principalement son action (ravitaillement, placement des enfants, aide aux prisonniers, etc.)¹⁴.

Pour mieux « pénétrer la masse » la LOC choisit en août 1941 de changer de nom et devient le Mouvement populaire des familles. Il s'agit par-là, très explicitement, de marquer une ouverture à la « masse » ouvrière sans « l'effrayer » par la référence chrétienne. Il s'agit sans doute aussi, mais moins clairement, d'affirmer sa présence dans le champ politique d'alors et de prendre les moyens de peser sur la politique familiale de Vichy. Bien que l'objectif réaffirmé soit celui « d'un grand Mouvement populaire des familles qui amènera la classe ouvrière tout entière au christianisme¹⁵ », le choix de l'abandon de l'étiquette chrétienne ne va pas sans provoquer des résistances internes, certains reprochant de renier tous les efforts d'affirmation publique, dans la lignée de la JOC, de la présence chrétienne dans la classe ouvrière¹⁶. C'est la première étape de la déconfessionnalisation du mouvement qui se poursuivra en 1946 par la sortie des aumôniers des équipes dirigeantes. Le mouvement demeure alors mouvement d'Église mais il n'est plus « mandaté » par l'épiscopat mais

11 Joseph Debès, *Naissance de l'Action catholique ouvrière*, Paris, Éditions ouvrières, 1982.

12 Éric Belouet, « Le couple jociste », in Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Alain-René Michel, Georges Mouradian, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *Chrétiens et ouvriers en France. 1937-1970*, Éditions de l'Atelier, 2001.

13 Louis Guéry (dir.), *Monde ouvrier, 1937-1957, une presse libre pour des temps difficiles*, Les Cahiers du GRMF, n° 4, 1986.

14 « Nous nous trouvons actuellement dans une période très favorable pour pouvoir intensifier le développement de la LOC » (novembre 1940).

15 René Rollin, « L'organisation et l'administration de la LOC Mouvement populaire de familles », Conseil national, 1942, *Travaux* 43, p. 103.

16 Robert Vandenbussche, « Le mouvement familial : la Ligue ouvrière chrétienne sous l'occupation », *Revue du Nord*, « Églises et chrétiens pendant la seconde guerre mondiale, dans le Nord-Pas-de-Calais », n° 237-238, 1978 ; « L'évolution de la Ligue ouvrière chrétienne dans la région du Nord », in GRMF, *Les mouvements familiaux populaires et ruraux. Naissance, développement, mutations. 1939-1955*, Les cahiers du GRMF, n° 1, 1983.

« missionné »¹⁷. La nuance traduit l'incertitude et la difficulté à maintenir un lien d'Église tout en affirmant l'autonomie du mouvement dans la définition de ses orientations « temporelles », comme on les appelle alors ou « techniques » comme on le dit parfois aussi.

Les difficultés économiques dominent encore les années d'après-guerre. L'action d'un mouvement chrétien comme le MPF y trouvent la justification immédiate de son action d'entraide. Mais déjà les perspectives ouvertes par la Résistance de construction d'une société nouvelle trouvent aussi dans le mouvement des soutiens actifs. Sans que le terme soit alors utilisé, on peut y voir la recherche d'une troisième voie entre le capitalisme et les solutions communistes. « La production au service de l'homme », thème d'expositions itinérantes dans les années 1946-1947, et la « démocratie économique » illustrent cette recherche. La création de coopératives à petite échelle et la mise sur pied de services de quartiers donnent aux militants la conviction que c'est possible.

Dans le même temps, le mouvement chrétien continue d'affirmer la prétention exorbitante de surplomber toutes les autres organisations : syndicats, partis politiques, associations ou de les : « Avec tout le peuple, au-dessus des partis ». Alors que ces militants des classes populaires sont largement dominés dans le champ politique, notamment dans le MRP, ils continuent d'affirmer la suprématie de leur mouvement. Le caractère religieux de celui-ci offre la justification de cette position tout en affirmant sa réticence à l'égard de l'action politique « L'Action catholique, préparée par l'action sociale des générations précédentes, fait la synthèse de cette action sociale et de l'action spirituelle. Nous disons action sociale et non action syndicale, qui est plutôt du plan engagement officiel et politique. Nous ne visons pas non plus le social institutionnalisé par la profession et la cité. Nous parlons de ce social qui est la mise en oeuvre du fraternel, qui est la mise en oeuvre du divin¹⁸. » La mise à distance du politique traduit la difficulté pour ces militants d'y trouver place, entre le MRP discrédité à leurs yeux et le parti communiste, qui leur est interdit.

Et pourtant dans le même temps, le processus de déconfessionnalisation s'accroît¹⁹. Ce qui est vrai du mouvement l'est également de l'engagement des militants. En affirmant la possibilité pour un militant chrétien de se syndiquer à la CGT, outre qu'il suscite l'ire de la CFTC, le MPF marque pour lui-même l'autonomie des options de l'engagement social à l'égard de l'option religieuse. Les options sociales se justifient elles-mêmes et n'ont plus besoin d'un soutien religieux. Néanmoins demeure le souci, pour ces catholiques de trouver un sens religieux à leur action. Dans le cadre du MPF, des groupes sont constitués à cet effet. Une revue, *Pages spirituelles*, se dissocie du journal militant *Meneurs* ; elle devient bientôt *Témoignage* dont le titre marque la façon dont est proposé le lien entre évangélisation et action sociale. Bientôt (en novembre 1948) se crée l'Animation chrétienne du mouvement ouvrier (ACMO), et, avec elle, la suspicion de noyautage clérical qui marque toute l'histoire de l'ACO²⁰.

Dans le contexte mouvementé du second lustre des années 1940, les dirigeants du MPF radicalisent leur propos. Plusieurs actions, notamment l'action squatters vont y contribuer et

17 Joseph Debès, *op. cit.* ; Bruno Duriez (dir.), *La déconfessionnalisation du Mouvement populaire des familles, 1941-1950*, Les Cahiers du GRMF n° 2, 1984. Dans plusieurs diocèses cependant, le MPF continue d'être « mandaté » par l'évêque.

18 Paul Magand, sj, « Le Mouvement populaire des familles », *Masses ouvrières*, n°1, janvier 1944.

19 Duriez Bruno (dir.), *De l'action catholique au mouvement ouvrier. La déconfessionnalisation du Mouvement populaire des familles, 1941-1950*, Les Cahiers du GRMF, n° 2, 1984.

20 Septembre 1980 : Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, reproche publiquement à l'ACO d'influencer les délibérations de la CFDT. Ou encore « Je ne supporte pas que la politique de mon organisation se décide dans les équipes d'ACO » (entretien avec le secrétaire général d'une association nationale). En 1951 déjà l'ACO et ses aumôniers sont accusés d'avoir fomenté la scission du MLP.

vont permettre à ces militants chrétiens de tout en les justifiant religieusement²¹. Le progressisme chrétien attire certains responsables, malgré les interdictions vaticanes. Les tribunes du journal *Monde ouvrier* en portent la marque. Et pourtant, alors que son changement de nom en Mouvement de libération du peuple pourrait signifier une orientation politique plus marquée, les responsables du mouvement continuent d'affirmer que celui-ci ne saurait devenir un parti politique²². Les militants chrétiens du MPF s'efforcent toujours de trouver une voie politique particulière, à distance du champ politique proprement dit. Bon nombre d'entre eux se mobilisent dans les Associations familiales ouvrières, créées par le MPF en 1946²³ ; d'autres dans les associations de services ou dans les coopératives²⁴.

S'ajoutant aux discordances idéologiques, un processus de scissiparité est en marche. Chaque organisation filiale tend à être dominée par les logiques institutionnelles de son domaine d'action. Le mouvement a de plus en plus de mal à assurer la « synthèse » – le maître mot – entre les orientations d'organisations aussi diverses.

Mais c'est la radicalisation de l'orientation politique du mouvement en même temps que sa prétention à donner le sens de l'action du syndicalisme chrétien qui vont conduire, sous la pression des syndicalistes et d'autres, l'épiscopat à ne plus reconnaître le MPF comme mouvement d'Église et, très officiellement, à lui retirer son mandat. Dès la fin de 1949, le MPF, qui devient en 1950 le MLP, n'est donc plus un mouvement catholique. Il demeure marqué par la tension, qu'il entend dépasser, entre le « sens de l'histoire », appuyé sur le matérialisme historique, et le « sens de l'homme » qui ne peut être soumis « à l'argent et à la raison d'État », qui trouve source et justifications dans ses origines catholiques. Dans la conjoncture politique et sociale de la fin des années quarante, le mouvement n'est pas parvenu à gérer cette tension.

Celle-ci demeure dans la création de la nouvelle ACO en 1950 et tout au long de l'histoire de celle-ci. Le dispositif qui est trouvé à pour objectif d'empêcher la nouvelle organisation de connaître la même évolution que celle du MPF²⁵.

L'ACO nouvelle. La dissociation du « temporel » et du « spirituel » (1950-1968)

La création par l'épiscopat français en 1950 d'un mouvement nouveau, l'Action catholique ouvrière (ACO), marque à la fois une reprise en main de l'Action catholique par l'épiscopat et la rupture entre l'action dite « temporelle » et l'action « spirituelle » que le projet originel du Mouvement populaire des familles associait étroitement. Il est répété que « l'ACO ne doit pas être une nouvelle LOC » et qu'elle ne doit pas avoir de « services temporels ». Dans l'ACO nouvelle se retrouvent des adhérents et des militants du MLP et bientôt du MLO, de la CFTC

21 Où l'on voit des avocats justifier les positions prises, les Évangiles à la main. Voir Michel Chauvière, Bruno Duriez « Droit au logement contre droit de propriété. Les squatters dans la crise du logement », *Annales de la recherche urbaine*, 66, mars 1995.

22 Ce qu'il deviendra néanmoins, en se fondant dans l'UGS (1957) puis dans le PSU (1960). À ce sujet Jean-François Kesler, *De la Gauche dissidente au nouveau Parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*, Bibliothèque historique Privat, Toulouse, 1990 ; Tamburini Georges, Duriez Bruno (dir.), *Des chrétiens à l'épreuve du politique. Les engagements du MPF-MLP à Lyon. 1934-1960*, Les Cahiers du GRMF n° 12, 2003.

23 Michel Chauvière, « 1945, les contradictions de l'entrée du MPF en politique », in Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Alain-René Michel, Georges Mouradian, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *Chrétiens et ouvriers en France. 1937-1970*, Éditions de l'Atelier, 2001,

24 Duriez Bruno, Nizey Jean, Chauvière Michel (dir.), *La solidarité en actes. Services collectifs et expression des usagers dans le Mouvement populaire des familles. 1940-1955*, Les Cahiers du GRMF n° 11, 2002.

25 « L'on a assisté à une révolution spirituelle chez les militants, qui devait être grave de conséquences : la substitution d'un but à un autre. On était parti pour bâtir le Royaume de Dieu, rendre le Christ à la classe ouvrière. En cours de route, l'idéal parut lointain et on se rendait compte qu'il fallait transformer bien des conditions de vie pour rendre possible la vie chrétienne. On s'y acharna. On s'y acharne encore... Convaincus de l'importance des conditions matérielles de la vie ouvrière, emportés par l'action, dévitalisés spirituellement, certains militants versèrent dans un nouveau messianisme temporel » (Fernand Delmote, aumônier régional du MPF, 1950, cité par Joseph Debès, *op. cit.*, p. 236).

mais aussi d'autres syndicats, des adhérents du MRP, des Associations familiales ouvrières et des Associations populaires familiales. Il est dit que ce pluralisme politique ou syndical ne doit pas mettre en question l'unité religieuse²⁶. Il en est d'ailleurs la condition. Le mouvement d'Action catholique est le lieu de la réflexion sur l'action menée et, dans la révision de vie, le lieu de l'interprétation de l'action collective comme créant des « pierres d'attente » du Royaume de Dieu. Le sens final de l'action est donc bien toujours religieux et c'est celui-ci qui informe l'ensemble des aspects de l'existence mais la marque du mouvement religieux doit passer par les individus, chrétiens engagés, et non plus par une organisation chrétienne²⁷. S'achève ainsi une évolution déjà amorcée les années précédentes avec le départ des aumôniers des instances dirigeantes du MPF, la création de la revue *Témoignage* (décembre 1946) et la dissociation au sein du MPF de l'ACMO (novembre 1948).

Pour éviter les dérives vers l'action temporelle, il est prévu que l'appartenance à l'ACO est conditionnée par un engagement dans une organisation non religieuse, association, parti, syndicat, et par la participation au « mouvement ouvrier ». Ce sera là l'une des raisons de l'engagement massif des femmes sans activité professionnelle dans les associations familiales et dans l'action de quartier ou dans l'action sociale. Cette éthique de l'engagement dans l'action ouvrière, entretenue par la participation à l'ACO, implique une volonté de transformation sociale qui conduira aussi l'ACO à prendre régulièrement position dans le champ politique.

Il est vrai que l'ouverture politique de l'Église reste alors limitée. Dans les années cinquante, les responsables de l'Église, les évêques notamment, pensent difficilement à une orientation politique de gauche. La défense de l'enseignement privé catholique, continue d'être un des critères principaux de leurs choix électoraux. Les militants de gauche ne sont pas bien acceptés dans les assemblées d'Église. Mais, dans le même temps, en soutenant activement l'ACO et la JOC, les évêques de France sont parfois accusés dans les milieux conservateurs d'ouvriérisme, ce qui veut dire aussi, dans le contexte de l'époque, de soutien indirect au parti communiste et à la CGT.

L'opposition à l'ACO viendra aussi de ceux qui refusent de distinguer action chrétienne et action sociale, en particulier de ceux qui tiennent au caractère confessionnel de la CFTC. En revanche « la naissance de l'ACO contribue, malgré des ambiguïtés, à faire progresser dans la conscience des militants chrétiens la distinction entre organisations à vocation temporelle d'un côté, spirituelle de l'autre²⁸ ». C'est ainsi que dans l'ACO, où se retrouvent militants de la CFTC et de la CGT, se prépare aussi la transformation en 1964 de la CFTC en Confédération démocratique du travail (CFDT).

La déclaration du 5 mars 1950, qui est régulièrement citée et présentée comme le texte fondateur de l'ACO, affirme que « l'ACO doit représenter dans l'Église la classe ouvrière et la classe ouvrière dans l'Église, afin que se réalise le rapprochement de l'Église et du peuple ». Elle est établie sur le constat de la faible présence des ouvriers dans l'Église et de la faible audience de l'Église parmi les ouvriers. L'ACO est clairement définie et reconnue comme un mouvement d'Église créé pour réduire cet éloignement. Pour cela elle doit être aussi pleinement dans la classe ouvrière. D'où la double nécessité pour les membres de l'ACO,

26 Dans les groupes d'ACO, la cohabitation n'est pas toujours aisée. Dès 1951, les conflits internes au MLP s'exprimeront au sein de l'ACO. De fait, le pluralisme politique y est relativement limité. Il sera de plus en plus difficile aux membres du MRP d'y demeurer.

27 En 1947, la CFTC a franchi également un pas vers sa déconfectionnalisation qui aura lieu en 1964. Dans ses statuts elle abandonne la référence explicite aux encycliques sociales et la remplace par celle, plus vague, à la « morale sociale chrétienne ».

28 Frank Georgi, *L'invention de la CFDT. 1957-1970*, Paris, Les Éditions de l'Atelier-CNRS Éditions, 1995, p. 196.

celle d'être reconnus comme pleinement ouvriers par les autres ouvriers, celle de ne pas être isolés de l'Église, et de sa hiérarchie.

L'engagement offre la garantie que les membres de l'ACO, en participant au mouvement ouvrier, sont partie prenante de la classe ouvrière. Il importe que les membres de l'ACO soient d'abord reconnus par les ouvriers comme des militants ouvriers. « Nous ne croyons pas que dans notre classe ouvrière il soit possible normalement de porter le message chrétien si nous ne donnons pas d'abord l'exemple d'une action militante rigoureuse [...] les travailleurs ne comprendraient pas. [...] La condition préalable de l'évangélisation pour porter la bonne nouvelle du Christ, c'est d'être « embrayé » avec la classe ouvrière et cela en étant engagé dans le combat quelle mène pour sa libération²⁹. » L'engagement, qui est syndical ou associatif avant d'être politique, est d'abord conçu pour assurer la crédibilité du militant chrétien et pour que son témoignage religieux puisse être reçu par ses collègues.

Certes, l'engagement a aussi sa valeur propre : « Ce n'est pas à cause de l'ACO que nous devons participer à l'action ouvrière, c'est à cause de notre appartenance au monde ouvrier » (rapport d'ouverture, 1965). Comme si l'engagement de tout ouvrier allait de soi. Or, c'est bien du fait de l'appartenance à l'ACO que ses membres sont invités à s'engager. D'ailleurs « la foi est une raison supplémentaire de travailler à la construction d'un monde plus juste » (1965). La justification religieuse de l'engagement est aussi clairement affirmée : « Refuser l'engagement c'est dire non à l'Amour, c'est être menteur avec Dieu » (Georges Riquet, rapport moral, 1953). « On dit qu'un ouvrier est engagé quand il agit dans une organisation ouvrière ou d'intérêt général pour la promotion collective du monde ouvrier³⁰. » Le choix de l'engagement doit faire « en conscience » mais certains interdits sont rappelés (le parti communiste par exemple³¹). Ces interdits seront vite transgressés par une minorité. Toutes les organisations syndicales sont citées. L'histoire de l'ACO est marquée par des débats, éventuellement des exclusives, diverses selon les lieux, sur la définition de ce qu'est une « organisation ouvrière » : Est-ce que la prise de responsabilité dans une association sportive peut être considérée comme un engagement valable aux yeux de l'ACO ? Pendant longtemps et dans la plupart des équipes, la réponse à la question a été négative. Cette question rejoint celle de la définition de l'ouvrier. Pendant longtemps, les cadres n'ont pas eu leur place à l'ACO et la promotion à un statut de cadre impliquait souvent la sortie du mouvement. Il va de soi dans les premières décennies de l'histoire de l'ACO qu'une responsabilité religieuse « ne vaut pas » comme engagement ouvrier.

Les limites imposées à l'engagement politique mais aussi à l'expression des oppositions à l'intérieur de l'Église sont guidées par un moralisme un peu vague : il ne faut pas manifester de haine à l'égard des opposants. L'expression de lutte des classes est euphémisée. L'adversaire de lutte n'est pas nommé ou alors en des termes généraux : l'injustice, le plus souvent, le capitalisme parfois. La référence au « point de vue ouvrier » permet de garder le flou sur les organisations politiques³².

29 Henri Fraysse, rapport sur l'évangélisation et l'animation, première Rencontre nationale, octobre 1951. Cette rencontre nationale est considérée comme le moment de la création officielle de l'ACO.

30 Commission épiscopale du Monde ouvrier, *L'engagement temporel*, collection Exigences chrétiennes (ACO), sd, 1957 ou 1958.

31 En août 1951, un membre de l'ACO du Rhône, adhérent du parti communiste, est exclu de l'ACO et interdit de sacrements par l'évêque. Les responsables locaux de l'ACO protestent.

32 « La lutte de classes, considérée au point de vue ouvrier, et cela indépendamment de toute théorie et de toute influence partisane, semble porter sur les trois points suivants : 1° opposition à toutes les injustices qui pèsent encore sur la classe ouvrière (salaire, conditions inhumaines dans le travail ou le genre de vie, manque au respect dû à la dignité humaine du travailleur) ; 2° aspiration à un standard de vie s'approchant davantage du standard de vie des autres catégories sociales et, en particulier, aspiration chez les jeunes à une possibilité réelle de culture humaine ; 3° aspiration à obtenir pour la classe ouvrière la place qui lui est due normalement dans le pays ; autrement dit, la classe ouvrière ne peut plus acceptée d'être considérée, en fait, comme une catégorie sociale

L'engagement obéit à l'exigence de participation à la transformation du monde (1951) mais celle-ci ne trouve pas en elle-même sa complète justification : « Les valeurs ouvrières, sens de la fraternité, idéal de justice, espérance en un monde meilleur [...] d'authentiques valeurs chrétiennes mais combien tout cela est appauvri, limité parce que coupé de la source unique de ces valeurs : le Christ » (1951). C'est bien dans le religieux que l'engagement trouve sa complétude.

Il est répété très régulièrement que l'ACO n'est pas, n'a pas à être une organisation ouvrière, en rivalité avec les autres organisations³³. (D'où l'exigence répétée de ne pas considérer l'ACO comme lieu d'engagement.) Cette insistance est le signe d'une difficulté permanente. La question est posée à plusieurs reprises à propos des femmes qui n'ont pas d'activité professionnelle ou qui ne sont pas syndiquées. Mais comment définir l'ACO si elle ne peut pas être considérée comme une organisation ouvrière ? Dans les années 1980, il sera question de « l'agir de l'ACO ». Mais dans quelle mesure l'ACO peut-elle avoir un agir propre ? L'histoire de l'ACO est en partie l'histoire de cette difficulté.

Le regroupement dans l'ACO de militants diversement engagés, comme on dit, a une fonction de témoignage religieux : manifester l'universalité de l'Église et montrer que l'Église ne se situe pas sur le même plan que les organisations politiques ou syndicales. Elle est aussi la condition pour éviter que l'ACO apparaisse guidée par une orientation politique ou syndicale particulière et soit, de ce fait, invalidée par certaines organisations ouvrières (on pense surtout alors à la CGT). D'où l'affirmation répétée des appartenances diverses de ses membres. Il faut éviter que l'ACO soit assimilée à la CFTC, syndicat auquel appartient cependant la majorité de ses membres. Il faut aussi éviter qu'elle soit assimilée au MRP. Il s'agit bien de marquer ainsi la rupture avec les solidarités traditionnelles de l'Église pour pouvoir prétendre être entendu par la dite classe ouvrière. La distanciation à l'égard du politique permet aussi à l'ACO et à l'Église, de garder en leur sein des gens dont les options politiques divergent³⁴.

La « vraie mission de l'ACO », c'est une mission d'Église (1953). L'orientation du mouvement est bien d'abord apostolique³⁵. Dans les premières années, c'est d'évangélisation dont il est principalement question. C'est alors la « fidélité au Christ » qui est d'abord affirmée. L'ACO est une fraction d'Église, elle s'adresse à tous les travailleurs pour que Dieu

mineure. » (Commission épiscopale du Monde ouvrier, *La lutte de classes*, Coll. Exigences chrétiennes, sd, vers 1956) (La brochure a été rédigée en collaboration entre les évêques et les responsables de l'ACO.)

33 C'est bien l'évolution du Mouvement populaire des familles comme organisation ouvrière qui conduisit l'épiscopat à lui retirer officiellement en 1949 son mandat d'Action catholique et à insister sur la vocation uniquement « spirituelle » de la nouvelle ACO. À ce sujet, voir Joseph Debès, *op. cit.* ; GRMF, *De l'action catholique au mouvement ouvrier. La déconfessionnalisation du Mouvement populaire des familles, 1941-1950*, Les Cahiers du GRMF, n° 2, 1984.

34 Johanna Siméant, « Un humanitaire apolitique ? », in Jacques Lagroye, *La politisation*, Paris, Belin, 2003, citée par Yann Raison du Cleuziou à propos du Secours catholique, in Bruno Duriez, François Mabille, Kathy Rousselet (dir.), *Croyants et solidaires. L'action internationale des ONG confessionnelles*, L'Harmattan-AFSR (coll. Religions en questions) (responsabilité de l'ouvrage avec François Mabille et Kathy Rousselet) à paraître, 2007

35 L'ACO se situe en cela bien dans la ligne de l'Action catholique définie dans l'entre-deux-guerres et de la Jeunesse ouvrière chrétienne. « Ce qui se dessine [...], au cours du premier XXe siècle, c'est peut-être une autre négociation, entre l'utopie missionnaire et la modèle contemporain du militantisme qui se développe alors au sein du mouvement ouvrier. [...] La seconde Action catholique conforte aussi la dimension missionnaire de l'engagement. « Refaisons chrétiens nos frères » : le projet d'évangélisation du même par le même participe de ce « travail à la marge » qui renforce la foi de ses acteurs tout en promettant une reconquête de la société par la base, dans un pays où la controverse laïque maintient les dirigeants catholiques à l'écart des gouvernements et où les divisions du catholicisme interdisent la formation d'un parti chrétien à l'image du *Zentrum* allemand. » (Denis Pelletier, « Le militantisme chrétien à l'épreuve de l'idée missionnaire », in Pierre Bréchon, Bruno Duriez, Jacques Ion (dir.), *Religion et action dans l'espace public*, L'Harmattan (Logiques politiques), 2000, pp. 36-37).

se manifeste à eux (1955)³⁶. L'ACO a une tâche missionnaire d'Église [...] avec toute l'Église unanime (rapport moral, 1962). « Laïcat organisé, chargé de l'évangélisation collective des travailleurs, nous représentons, nous sommes la classe ouvrière dans l'Église » (rapport d'ouverture, 1968).

Le mouvement en vient à affirmer que la libération des travailleurs et l'édification de l'Église sont les deux tâches d'une même vie (1965) et que « travailleurs et travailleuses fidèles à la fois au monde ouvrier et à notre mission apostolique sans toutefois confondre les deux tâches, nous affirmons notre volonté du vivre du Christ dans la condition même où il nous a placés » (1965, appel à l'Église).

Malgré le refus de se considérer comme organisation ouvrière, ce qui veut dire notamment comme organisation politique, l'ACO, nationalement ou localement, prend position sur des questions d'ordre social ou politique. En août 1953, l'ACO prend position sur les grèves : « Il devient de moins en moins contestable que les structures sociales, économiques et politiques actuelles sont *pour une large part* à l'origine de l'injustice sociale, d'une économie *inhumaine*, et d'une politique de classe contraire à *l'esprit même de l'Évangile*. L'État dont la vocation est la sauvegarde du bien commun, ne doit-il pas fonder son prestige et son autorité sur le service de ce *bien commun* ? La classe ouvrière est entrée dans la grève « pour que cela change », c'est-à-dire non seulement pour que cessent la misère et l'injustice, mais également pour que disparaissent les causes de cette misère et de cette injustice. C'est pourquoi, organisme de l'Église catholique et, *en tant que tel*, ayant *comme le Christ*, pris le parti des *petits et des humbles*, nous saluons très fraternellement tous nos frères chrétiens ou non qui, avec nous, combattent pour la *justice*³⁷. » Certains reprochent à l'ACO ce type de position qui leur semble renouer avec des travers antérieurs. Mais les positions de l'ACO sont mises en avant pour montrer que l'Église, comme telle, ne saurait se montrer indifférente au sort des ouvriers. Les termes utilisés et les précautions montrent néanmoins que le registre reste celui d'une organisation religieuse³⁸. Dorénavant, les équipes locales ou le mouvement national prennent régulièrement position à l'occasion d'événements sociaux mais aussi politiques. Sauf erreur, l'ACO s'exprime toujours comme mouvement d'Église (« en tant que tel ») et, à la différence de la JOC, elle ne participe pas à des cartels d'organisations. Quand elle le fait c'est avec d'autres mouvements d'Église, ACI, CMR, CCFD, etc.

Mais pointe aussi parfois que « l'ACO, en fonction de sa mission apostolique, affirme [...] que le mouvement ouvrier [...] participe à la construction d'un monde plus conforme à la volonté de Dieu » (déclaration finale 1965). Ce qui annonce l'accentuation nouvelle des années suivantes.

Mouvement ouvrier et action de l'Esprit Saint (« années 68 »)

Après deux décennies de croissance et d'enrichissement de la société française, le mouvement de mai 68 travaille la société dans son ensemble. Le 27 juin 1972 est signé le programme commun de la gauche (PS, PCF, MRG). Le nouveau Parti socialiste (1971),

36 Un an près « l'affaire » des prêtres ouvriers, l'ACO rappelle « le rôle déterminant du laïcat ouvrier et l'espoir qui reste le nôtre, de voir des prêtres au travail collaborer avec nous à la tâche missionnaire et évangélisatrice en pleine vie ouvrière » (Henri Fraysse, discours d'ouverture).

37 Termes soulignés par nous.

38 Cf Jean Delmarle, *Crise religieuse et contestation sociale (1950-1975)*, Les Éditions ouvrières, 1978. Autre exemple, local celui-là, en mars 1956 au sujet d'une grève dans un atelier de la région de Lille : « Devant ce fait, au nom de la Justice et de la Vérité, l'équipe d'ACO ne peut garder le silence, non pas au nom d'une propagande syndicale quelconque, car, parmi nous il y a aussi bien des CGT que des CFTC ou des FO [toujours ce souci de montrer la diversité des options des militants chrétiens - le regroupement], mais au nom de notre Foi chrétienne. Les faits sont indiscutables : c'est même du domaine public pour tous ceux qui, de près ou de loin connaissent la situation, ces hommes subissent des conditions de travail inhumaines. »

organise en octobre 1974 les Assises du socialisme auxquelles participent des militants de la CFDT, du PSU, de la CNAPF et d'autres organisations dont font partie beaucoup de membres de l'ACO. Le Parti socialiste voit arriver de nouveaux adhérents, dont des chrétiens. De son côté le PCF renouvelle sa main tendue aux chrétiens (1976). De 1968 à 1976, la part des membres de l'ACO appartenant à un parti politique passe de 8% à 18%³⁹. Dans cette même décennie, après sa transformation de 1964, la CFDT radicalise ses positions. C'est, pour cette centrale, le grand moment du socialisme autogestionnaire⁴⁰. Très proche d'elle, la CNAPF se transforme en 1976 en Confédération du syndicalisme du cadre de vie (CSCV), et fait valoir la défense des « travailleurs dans leur cadre de vie ». Le MLO et le CCO, issus du MPF et de la JOC donnent naissance à Culture et Liberté (1971). C'est aussi le moment des GAM, etc.

L'ACO s'intègre assez clairement dans ce courant. D'ailleurs les trois quarts des membres de l'ACO syndiqués (95 % des salariés) le sont à la CFDT. Les trois quarts des membres d'un parti sont au Parti socialiste (et 13% au PSU)⁴¹. On les retrouve aussi nombreux dans des organisations comme l'ADELS. Dans l'autre sens, la majorité des militants de la CSCV et de la CSF sont membres de l'ACO. Les appartenances croisées sont nombreuses (ce sont souvent les couples qui cumulent ensemble les engagements). Des membres de l'ACO sont en première ligne dans le combat des Lip (1973).

Lors de la Rencontre nationale de 1971, est votée une déclaration en faveur de l'élaboration d'une société socialiste. La thématique de l'autogestion, qui ne trouve pas son origine dans les milieux chrétiens, reçoit chez eux un écho très favorable. Elle leur permet de choisir le socialisme en rompant avec les schémas du socialisme révolutionnaire et du communisme (la dite deuxième gauche).

La hiérarchie de l'Église suit en reconnaissant notamment clairement le pluralisme politique des chrétiens⁴² et « les militants chrétiens ayant fait l'option socialiste ». Les verrous de l'engagement politique à gauche des chrétiens sont levés⁴³, à la fois du côté du politique et de celui de l'Église.

Dans ces années, l'association du mouvement, comme tel, au combat politique se fait encore plus nette⁴⁴. Le marxisme est accepté et de nombreux emprunts lui sont faits. Dans les années 1970 la référence à l'évangélisation devient seconde. L'ACO se réfère principalement au mouvement ouvrier. La fidélité à celui-ci est première ; elle est la condition de la découverte de Jésus-Christ.

Dès la rencontre nationale de 1968 (en plein mois de mai), le glissement s'opère. Le rapport introductif propose de « nous interroger sur notre fidélité au monde ouvrier ». « L'ACO se situe dans la classe ouvrière qu'exprime le mouvement ouvrier. [...] Elle se trouve compromise dans le combat pour l'homme que mène la classe ouvrière par ses organisations, par le Mouvement ouvrier⁴⁵. » Mais l'ACO a la prétention de donner sens à celui-ci : « L'ACO c'est la révélation totale de la vie et de l'action ouvrières. L'ACO c'est le peuple de Dieu conscient et agissant au cœur de la classe ouvrière, expression organique du peuple de Dieu. » L'expression de peuple de Dieu se substitue alors à celle d'Église. Le

39 André Rousseau, « L'Action catholique ouvrière », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°44-45, novembre 1982, p. 70-71.

40 Edmond Maire, *Demain l'autogestion*, Paris, Seghers, 1976. Voir Frank Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie ?*, Publications de la Sorbonne, 2003.

41 Enquête menée en 1976, *Témoignage*, mai 1977. André Rousseau, *art. cit.*

42 Lettre de Paul VI au Cardinal Roy (1971), Mgr Gabriel Matagrín et la Conférence épiscopale française, *Pour une pratique chrétienne de la politique*, 1972.

43 Selon l'expression de Denis Pelletier, *La crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978)*, Payot, 2002

44 C'est dans cette période, en 1975, que l'épiscopat abandonne officiellement le « mandat » apostolique confié à l'Action catholique, et donc à l'ACO. Mais celle-ci s'est montrée jusqu'au bout favorable au mandat qui est, pour elle, la marque explicite du soutien de l'épiscopat au mouvement.

45 Les expressions changent. On passe notamment alors du « monde ouvrier » à la « classe ouvrière ».

rapport introductif de 1968 est repris dans le rapport moral de 1971, façon de signifier son importance pour le mouvement.

D'autres accents sont aussi présents : « Notre combat pour l'homme rétabli dans sa dignité et ses responsabilités collectives s'intègre dans la préparation de l'homme nouveau que le Christ veut façonner dans l'humanité » (rapport moral, 1971). « La classe ouvrière dans sa lutte vers la découverte de Jésus-Christ ». « L'originalité des membres de l'ACO : dans l'assurance qu'ils ont que Jésus-Christ est à l'œuvre dans le cœur de tous les hommes de bonne volonté et que ceux-ci ont, ensemble, à s'acheminer vers leur vocation divine. » La référence au Concile est ici explicite (*Gaudium et Spes*). 1968 est analysé comme « un pas de plus dans la longue marche libératoire du peuple ouvrier » (1971) mais il est bien précisé qu'il « ne s'agit pas de confondre avancée de la classe ouvrière et avènement du Royaume de Dieu ».

Ce type de précaution n'apparaît plus guère durant les années suivantes. « L'ACO doit se situer de plus en plus résolument dans le dynamisme du Mouvement ouvrier. » Quant à l'Église, elle doit « devenir capable d'accepter les communautés qui naissent en fidélité à la culture et aux aspirations authentiques de la classe ouvrière » (rapport moral, 1971). L'évolution des positions du mouvement est à rapporter à la conjoncture politique de l'époque et aux espoirs qu'elle suscite dans le peuple de gauche. Le regroupement de l'ACO se restreint : peu de gens qui ne se reconnaissent pas dans la gauche politique restent à l'ACO et les membres de la CFTC maintenue peinent à rester.

Les titres du rapport d'orientation de 1974 sont, de ce point de vue, significatifs :

« 1) Engagés avec les autres travailleurs dans la lutte du Mouvement ouvrier pour la libération de l'homme.

« 2) Un chemin privilégié de la rencontre de Jésus-Christ pour la classe ouvrière : l'action du Mouvement ouvrier.

« 3) Dans la lutte du Mouvement ouvrier pour la libération de l'homme, nous croyons que Jésus-Christ nous précède par l'action de son esprit.

« 4) Dans la lutte du Mouvement ouvrier pour la libération de l'homme ensemble avec les autres travailleurs, peu à peu nous découvrons Jésus-Christ.

« 5) Dans la lutte du Mouvement ouvrier pour la libération de l'homme, nous contribuons, par l'ACO, à la naissance et à la vitalité de l'Église de Jésus-Christ en classe ouvrière. »

Pour l'ACO alors, c'est dans le mouvement ouvrier que l'Esprit de Jésus-Christ est à l'œuvre :

« Rassemblés en ACO, militants ouvriers chrétiens, nous veillons à être fidèles au Mouvement ouvrier, confiants dans les possibilités des travailleurs, nous essayons d'être passionnés de Jésus-Christ, d'être attentifs à l'action de son Esprit qui se continue dans le monde et que nous reconnaissons dans les luttes que nous menons avec les travailleurs. Militants ouvriers, nous faisons corps avec l'organisation ouvrière que nous avons choisie [...] Cette solidarité nous marque jusque dans l'expression de notre foi en Jésus-Christ, puisque nous venons en équipe d'ACO tels que nous sommes avec ce que nous vivons. Nous sommes à la fois témoins du dynamisme du Mouvement ouvrier et témoins de l'action de l'Esprit de Jésus-Christ dans le cœur des travailleurs et dans les actes qu'ils posent pour leur libération » (rapport d'orientation, 1974).

La déclaration finale de 1974 (« qui s'adresse aux travailleurs ») va dans le même sens. L'affirmation publique de soutien au socialisme vaut alors, sans que son nom soit écrit et avec les précautions d'usage, un soutien à la candidature de François Mitterrand, candidat de la gauche unie à l'élection présidentielle (déclaration finale, p. 84).

« Impossible pour l'ACO de ne pas accueillir, au moment où le Mouvement ouvrier est engagé dans des événements d'une grande importance pour la classe ouvrière, l'espoir

de toutes ces femmes, de tous ces hommes, des enfants et des jeunes aussi. À l'intérieur de l'action pour la construction d'une société socialiste, nos camarades attendent de nous des signes de quelque chose qu'ils ne savent pas toujours définir. Nous savons que ce quelque chose, c'est quelqu'un : Jésus-Christ.

« Par la lutte qui se veut internationale, la classe ouvrière refuse la condition qui lui est faite et vise de plus en plus, par ses organisations, la disparition de la société capitaliste et la construction d'une société socialiste. [...] »

« Grâce à l'action du Mouvement ouvrier, des hommes et des femmes, des jeunes et des enfants s'organisent dans la classe ouvrière pour vaincre l'injustice, les humiliations, les divisions. Des liens fraternels se tissent, des solidarités, qui prennent des dimensions nationales et internationales, rapprochent les travailleurs malgré des insuffisances, des souffrances, des déceptions. [...] L'élan de solidarité qui anime, regroupe multiplie des équipes dans l'action ouvrière, le souffle d'amour qui rassemble des travailleurs et des travailleuses, qui les provoque à se dépasser, à chercher un sens à leur combat, les membres de l'ACO osent l'appeler : Esprit de Jésus-Christ » (1974, p. 85).

Mouvement ouvrier et action de l'Esprit sont alors souvent présentés en symbiose l'un avec l'autre. Il est beaucoup plus rarement question d'appel à l'Église même si l'ACO entend bien développer « l'Église en classe ouvrière ». Le mouvement tient à affirmer son attachement aux évêques mais l'Église de l'ACO se réduit alors essentiellement, pour ne pas dire exclusivement, aux organisations associées dans la Mission ouvrière. Les liens avec les autres mouvements d'Action catholique se distendent⁴⁶. Vis-à-vis d'eux, l'ACO tient à affirmer sa spécificité ouvrière. Une des façons d'affirmer le caractère ouvrier du mouvement est d'annoncer un rapprochement avec les orientations du parti communiste et de la CGT⁴⁷. Toutefois, dans le même temps, l'ACO réitère son refus de toute confusion entre Action catholique et action politique. Elle refuse également que la critique politique atteigne l'Église, comme c'est le cas de la part d'autres mouvements à la même époque (Vie nouvelle, chrétiens critiques, communautés de base, etc.)⁴⁸. L'ACO s'oppose notamment à Chrétiens pour le socialisme qui entend transposer la critique sociale à l'organisation ecclésiale⁴⁹. Ceci n'est pas nouveau : tout en s'affirmant comme mouvement autonome de laïcs, l'ACO affirme sa soumission à l'autorité religieuse. Laquelle la laisse maître de ses choix dans le champ politique et social.

À la rencontre nationale de 1977, plus nettement encore, il est dit que la découverte de Dieu se fait dans la lutte des classes :

« À partir de toute cette vie, dans cette progression de la conscience de classe telle que nous l'avons repérée dans nos organisations, nous nous disons en ACO que nous reconnaissons là un peuple qui avance, qui veut vivre et qui lutte. Progresser dans une conscience de classe bouscule la vie des travailleurs, les amène à faire des choix.

46 Dès janvier 1969, l'ACO se retire du Comité français d'apostolat des laïcs, refusant les tentatives de rapprochements entre mouvements.

47 Les positions de l'ACO d'alors suscitent des jugements qui font fi des positions du mouvement. Comme en témoigne, beaucoup plus tard, le point de vue d'un historien : « L'Action catholique ouvrière, proche de la CGT liée au parti communiste, fait place aux analyses marxistes. Elle voit l'action du Saint-Esprit dans les luttes de libération de la classe ouvrière. » (Jean-Marie Mayeur, *Histoire du christianisme*, tome 13, Desclée 2000, p. 234). Vision qui fait écho aux positions du mouvement mais sans doute moins à la réalité de l'ACO d'alors : 17% des syndiqués le sont à la CGT ; et, parmi les membres d'un parti, 9 % sont au parti communiste (enquête de 1976). Il est vrai néanmoins l'ACO prend soin de choisir parmi ses responsables nationaux des membres affichés du parti communiste ou de la CGT.

48 À ce sujet voir notamment Denis Pelletier, *op. cit.*

49 André Rousseau, « Chrétiens pour le socialisme et Action catholique ouvrière. Deux stratégies socio-religieuses en France, *Social Compass*, 1978/1, p. 101-123.

« Ainsi des hommes qui s'unissent pour construire le bonheur auquel ils aspirent, pour faire tomber les barrières du racisme, qui acquièrent de nouvelles compétences dans la lutte, qui se confrontent avec leurs organisations dans une volonté unitaire, qui progressent dans la solidarité interprofessionnelle et internationale sont pour nous autant de signes qui nous parlent de la présence agissante de Dieu. » (rapport d'activité, 1977, 10).

Le rapport d'orientation de la Rencontre nationale de 1977 redit que :

« 1 Dans le combat de la classe ouvrière Dieu se fait connaître. C'est là que nous sommes chercheurs de Dieu⁵⁰

« 2 C'est avec les organisation de la classe ouvrière que nous recherchons ce qui est vital dans le combat des travailleurs. Accueillir cette expression nous fait progresser dans la découverte de Dieu ;

« 3 Ce que nous vivons dans la classe ouvrière interroge notre communauté de croyants. Nous sommes provoqués à prendre les moyens d'accueillir l'initiative de Dieu ;

« 4 Progressant avec les travailleurs dans l'action ouvrière nous accueillons l'appel de Dieu à tous les hommes. Nous avons la responsabilité de partager ce que nous découvrons de la rencontre de Jésus-Christ avec les travailleurs. »

Ces années sont marquées nettement dans le discours de l'ACO par cette assimilation entre « mouvement ouvrier » et action divine. Parler de mouvement ouvrier reste aussi une façon de se distinguer encore de l'action politique, ou tout au moins de produire un effet de halo au sujet des organisations participant à ce mouvement. Toujours cette distance de l'organisation qui permet à ses membres de faire des choix divers.

Cependant un glissement semble s'opérer. Il se confirmera les années suivantes. La responsabilité de l'ACO est « de dire (aux travailleurs) où nous reconnaissons, où nous accueillons l'initiative de Dieu. [...] Jésus-Christ nous précède dans cette lutte de libération qu'est le Mouvement ouvrier. » Et l'on s'interroge : « Qu'avons-nous à dire aux travailleurs ? »

L'ACO comme « communauté de croyants » ou l'affirmation religieuse (1980-)

Depuis le milieu des années 1970, c'en est fini des « trente glorieuses ». C'est aussi au moment où la gauche accède au pouvoir que reflue la perspective autogestionnaire. La CFDT a amorcé son « recentrage » (rapport Moreau en janvier 1978 et congrès de Brest en 1979). Les effectifs syndicaux diminuent. C'est la forme même du syndicat qui est mise en question⁵¹. L'union de la gauche a vécu (septembre 1977). Les élections législatives ont été perdues par la gauche en 1978 alors qu'elle avait pu espérer la victoire⁵². Pour l'ACO, c'est l'unité politique de la classe ouvrière qui est cassée. Après la crise pétrolière, une période d'incertitude a débuté et le chômage a commencé à s'étendre. Certaines luttes se sont révélées vaines (Lip, Joint français...). L'optimisme placé dans le mouvement ouvrier n'est alors plus de mise et « être chercheur de Dieu quand tout fout le camp n'est pas chose facile » (rapport d'activité, 1983, § 111). Le débat politique au sein de certaines équipes d'ACO est devenu difficile et le « regroupement » est forcément moins aisé à vivre que dans la période de l'union de la gauche (et « il ne s'agit pas d'amener l'ACO à renforcer la gauche » (rapport d'activité, 1980, p. 17). Dans ce contexte, l'accent mis sur la mission apostolique du

50 Cette expression fait écho à la brochure « ACO Chercheurs de Dieu », supplément à *Documents ACO*, octobre 1973.

51 Pierre Rosanvallon, *La question syndicale*, Paris, Calmann-Lévy, 1988 ; Dominique Labbé, Maurice Croisat, *La fin des syndicats ?*, Paris, L'Harmattan, 1992.

52 Jacques Capdevielle, *France de gauche vote à droite*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988.

mouvement peut être vu comme l'affirmation que ce qui est commun est plus important que ce qui divise.

Dans le même temps, la crise catholique des années 68 (Denis Pelletier) a produit ses effets dans l'Église (départs de prêtres, diminution de la pratique, affaiblissement des mouvements). Les stratégies ecclésiales sont mises en question. Le temps est venu, avec l'avènement du pape polonais Jean-Paul II (1978), de la « nouvelle évangélisation » et de l'affirmation publique de l'identité religieuse. Le modèle jusque là assez largement prévalent dans l'Église de l'Action catholique est mis en question, notamment à l'occasion de la présentation par Gérard Defois devant l'assemblée de l'épiscopat en 1981 d'un rapport sous le titre *Perspectives missionnaires. Réflexions historiques et sociologiques. Propositions d'action*⁵³. Dans ce texte, la figure catholique militante est mise en question de même que la posture de l'enfouissement (c'est-à-dire de la discrétion de l'affichage religieux) et du témoignage : « L'opposition militants/pratiquants a joué comme un conflit d'interprétation et donc de pouvoir dans l'Église en France. Sans négliger l'apport prophétique de militants qui ont porté le fer de lance d'une responsabilité éthique de l'Église en notre société, il nous revient de remarquer les ambiguïtés quant au témoignage et à la communion dans l'importation en terre chrétienne de ce modèle d'action sociale. » C'est le mode de présence religieuse de l'ACO et de ses membres dans la société qui est ainsi frontalement mis en cause. La critique n'est pas neuve, elle court durant toute l'histoire de l'Action catholique⁵⁴. Il s'agit dorénavant, entre autres, « de passer d'une mission-présence à une mission-communication, d'assurer la mission par une reconnaissance de l'identité chrétienne, de faire exister socialement l'Église ».

Et de nouveau l'Église et certains de ses mouvements font en sorte de se faire reconnaître par l'État et par l'ensemble du corps social dans des formes diverses d'action sociale ou dans leur capacité d'expertise (rapport Dagens). Dans certains diocèses, la réorientation est nette (Paris) ; dans d'autres (Lille), elle mettra plus de temps à s'appliquer.

Dans ces décennies, les effectifs de l'ACO, comme ceux de l'ensemble des mouvements d'Action catholique, diminuent. Si la méthode de l'Action catholique est toujours appliquée, on constate néanmoins des inflexions dans l'orientation générale et dans le rapport entre visée religieuse et engagement politique.

Le titre du rapport d'activité de la rencontre nationale de 1980 tranche avec ceux des années précédentes : « Une rencontre de Dieu faite ensemble ». Certes « il ne s'agit pas d'apporter Dieu dans la classe ouvrière mais d'y accueillir Jésus-Christ ». Cependant, « la participation au combat politique » est présentée dès lors « comme raison de la crédibilité de l'ACO pour assurer sa visibilité dans la classe ouvrière ». On revient à 1950. L'insistance est mise sur les « partages » qui ont pour but d'associer les travailleurs à la recherche de l'ACO.

« Pour l'ACO, ce qui est prioritaire c'est l'existence même du Mouvement, authentiquement enraciné, par ses membres, dans la classe ouvrière, se rendant ensemble à l'exigence de la révision de vie pour y accueillir ce que nous découvrons de neuf sur Dieu dans la classe ouvrière. Mais notre parole de foi sera entendue des travailleurs dans la mesure où elle sera exprimée dans le langage de la classe ouvrière » (rapport d'orientation, 1980, § 234).

53 Repris sous le titre « La mission dans la société et l'histoire », in Assemblée de l'épiscopat, *L'Église que Dieu envoie*, Paris, Le Centurion, 1982. Jacques Palard insiste sur ce moment clé dans le changement de stratégie de l'Église en France (« Les mutations du militantisme catholique en France : la dimension politique des ruptures institutionnelles », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 7, n° 2, 2000, p. 385-414). Il y revient dans un article récent (« Médiation et institution catholique », *Archives de sciences sociales des religions*, 133, janvier-mars 2006).

54 L'Assemblée des cardinaux et archevêques ne déclare-t-elle pas déjà en mars 1950 au moment où se pense la future ACO : « L'Action catholique ne tire pas sa valeur de cette relation avec le temporel qu'elle anime : elle a une valeur par elle-même, absolument indépendante de tous ses rapports avec quoi que ce soit. »

« Nous sommes chercheurs de Dieu dans la classe ouvrière. [...]

« Nous sommes appelés à préparer la rencontre collective de la classe ouvrière avec Jésus-Christ.

« Parler de la rencontre collective de la classe ouvrière, c'est souligner que tous les travailleurs, avec tout le dynamisme de leur histoire, de leurs luttes, sans rien renier de leur conscience de classe, ont droit à connaître Jésus-Christ, doivent pouvoir accéder à la Bonne Nouvelle de l'Évangile qu'on leur a trop souvent confisquée ou défigurée.

« Parler de la rencontre collective, c'est nous situer dans le dynamisme de l'histoire dans laquelle Dieu a pris l'initiative de se faire connaître. Toute l'histoire du Peuple de Dieu, dont témoigne la Bible, révèle que les chemins de la rencontre avec Dieu; comme ceux de toute libération, sont collectifs.

« Si l'invitation de Jésus-Christ suscite une adhésion libre et personnelle, elle vise à construire un peuple de croyants respectueux de nos solidarités humaines.[...]

« Que Dieu s'identifie aux exploités, aux opprimés, qu'il prenne parti pour ceux qui luttent, pour la justice, la dignité... Qu'il se fasse connaître dans les gestes de l'amour, même quand cet amour est un combat, voilà ce que les travailleurs ont le droit de connaître » (rapport d'orientation, 1980, § 20).

Il n'y a pas de contradiction avec les discours des années précédentes mais l'accent est différent. La visée apostolique est de nouveau clairement mise en avant. L'insistance est maintenant mise sur l'approfondissement de la foi grâce au mouvement et à la pratique des sacrements. Des groupes bibliques sont mis sur pied.

Alors que le mouvement a amorcé une orientation nouvelle, la victoire socialiste de mai 1981 est vue comme un « nouvel espoir pour la classe ouvrière », comme une « victoire de la gauche avec le mouvement ouvrier ». Il y a d'ailleurs un certain piquant à voir des évêques assister à une rencontre de l'ACO où est célébrée la victoire politique de la gauche⁵⁵. L'ensemble du rapport d'activité de 1983 est organisé autour de la distinction « avant le 10 mai » et « après le 10 mai ». On ne retrouve pas cependant le ton des propos des années 1970. Les « camarades » occupent le pouvoir politique et il faut les soutenir dans leur mission. L'accent est mis alors sur la resyndicalisation et la négociation. Par ailleurs, les événements de Pologne (avec Solidarnosc) et l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique (1979) conduisent certains à s'interroger au sujet du parti communiste. Les mouvements en Europe de l'Est annonçant la chute du mur de Berlin (1989) contribuent au changement de perspective politique.

Lors de la rencontre nationale de 1983, les références à l'Église se font plus nombreuses. Le rapport d'orientation met l'accent sur la visée de « permettre la rencontre des travailleurs et du Dieu de Jésus-Christ ». « L'ACO indique le terrain de la rencontre de Dieu et des hommes en classe ouvrière » et « l'ACO c'est accueillir des travailleurs qui veulent poursuivre une recherche et devenir chercheurs et témoins de Dieu en classe ouvrière ». L'ACO se définit comme « communauté de croyants ».

« Depuis ses origines, l'ACO est Église de Jésus-Christ en classe ouvrière. [...]

« L'ACO essaie de saisir toutes les interpellations des travailleurs et des organisations ouvrières pour en faire des occasions de dialogues à tous les niveaux. Elle est ainsi amenée à préciser sa relation au mouvement ouvrier et sa responsabilité originale en classe ouvrière.

55 « Avec nos partis nous luttons pour une société socialiste. Avec l'ACO, nous croyons que Jésus-Christ a mené un combat contre toutes les formes d'exploitation et de domination, pour un monde fraternel ; [...] nous croyons que dans les luttes menées avec nos partis, nous répondons à l'appel qu'il adresse à tous de poursuivre son combat » (Des militants en ACO, ACO de la région lilloise, mars 1981). L'action de l'ACO est d'abord un travail de traduction des catégories politiques dans celles du religieux. Des termes comme celui de libération permet le passage entre les deux registres.

« L'ACO n'est pas une organisation ouvrière en plus. Les militants ouvriers et les prêtres qui la constituent ne se rassemblent pas pour débattre sur les analyses ou stratégies des organisations ouvrières. Leur seule ambition est de vouloir vivre une rencontre de Dieu sur tous les chemins de libération qu'emprunte la collectivité nationale et internationale sans en exclure un seul. Ils en reparlent avec leurs camarades de lutte de travail de quartier.

« L'ACO participe d'une manière originale à l'histoire d'un peuple en marche pour sa libération » (rapport d'orientation, 1983, § 103).

C'est en 1986 que la « double fidélité » à la classe ouvrière et au mouvement ouvrier, d'une part, à Jésus-Christ et à l'Église d'autre part est proclamée. Il en question à plusieurs reprises dans le rapport d'orientation. De même qu'il est clairement affirmé que « la mission essentielle de l'ACO est de permettre aux hommes et aux femmes en classe ouvrière de faire au cœur de leur vie la rencontre du Dieu de Jésus-Christ. » « Notre priorité c'est la mission de l'Église dans la classe ouvrière. » Et on peut lire « qu'appartenant à la même Église nous avons à nous affirmer et à dialoguer avec d'autres communautés ou services d'Église », même si ce n'est pas facile (rapport d'orientation, 1986, § 7201).

À Mulhouse, en 1990, la première phrase du rapport d'orientation marque une intention claire : « Ce Jésus crucifié, Dieu l'a ressuscité de morts et nous en sommes témoins. » Il s'agit de faire exister dans la classe ouvrière des communautés qui témoignent et expriment ce qu'est pour elle la Bonne nouvelle de Jésus-Christ ».

« L'originalité de l'ACO. Cela passe par un enracinement, une histoire commune et des débats interpersonnels en continuité avec d'autres travailleurs.

« Des événements précis de la vie ouvrière ou de l'Église permettent aux membres de l'ACO d'être reconnus comme militants ouvriers croyants. [...]

« Cette originalité fait apparaître une ACO communauté d'Église avec sa propre identité. Le mouvement est un lieu particulier où l'on parle de la vie de tous les jours, du sens de l'engagement en classe ouvrière en les mettant en lien avec la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ. Cela révèle un autre visage d'Église.

« L'ACO risque parfois d'apparaître comme une organisation supplémentaire ou voulant, comme Église, récupérer l'action des travailleurs.

« Dans les partages, la foi semble souvent relever du domaine privé. Elle a pourtant quelque chose à voir avec la dimension collective de la vie et de l'action ouvrières.

« Une parole originale de l'ACO reste difficile à exprimer de façon crédible. [...]

« Des membres de l'ACO ont des difficultés à s'affirmer militants ouvriers et croyants en Jésus-Christ, à passer de la réflexion aux actes, en osant partager et inviter aux partages. (rapport d'activité, 1990, § 21)

Le propos se fait modeste et la double fidélité dans la vie militante, comme dans la foi en Jésus-Christ ne va pas de soi (rapport d'orientation, 1990, § 1134). Mais il s'agit bien maintenant d'assurer la visibilité – le mot est repris à plusieurs reprises – de l'ACO et de son message parmi les ouvriers. Le lien entre action ouvrière et signification de foi est moins évident que ne le laissaient penser certains propos des années 1970 : « Acteurs dans leur vie avec les organisations ouvrières et audacieux pour accueillir le Dieu de Jésus-Christ en communauté de croyants, les membres de l'ACO vivent grâce à leur mouvement une expérience originale : celle de mettre leurs pas de militants dans ceux de Jésus-Christ (rapport d'orientation, 1990, § 20). Mais on répète :

« Notre expérience originale : la double fidélité. L'expérience originale de l'ACO est originale dans l'Église. Elle manifeste ainsi notre originalité dans la classe ouvrière. Il s'agit d'une foi chrétienne vécue avec tout ce que nous sommes comme travailleurs et d'en engagement dans le mouvement ouvrier avec tout ce que nous sommes comme croyants. Tenir à cette double fidélité, dans la réciprocité des termes, est essentiel.

« Aimer Dieu et aimer son prochain sont un seul et même commandement » ». (rapport d'orientation, § 224).

La définition qui est donnée de la classe ouvrière tente de rendre compte de l'évolution de la société française mais probablement aussi de la composition sociale du mouvement. La classe ouvrière, « pour l'ACO il ne s'agit plus seulement de travailleurs manuels, mais aussi de beaucoup d'autres : salariés de l'industrie, le tertiaire ou les services publics, hommes et femmes privés d'emploi, en situation précaire, retraités, femmes au foyer... tous ceux qui, du fait de leur condition, ont des raisons de se rassembler pour combattre les injustices qu'ils subissent dans la diversité de leurs situations » (rapport d'orientation, 1990, § 121). Depuis un moment déjà la majorité des membres de l'ACO ne sont pas ouvriers au sens strict et beaucoup d'entre eux sont enseignants ou travailleurs sociaux.

Le rapport d'orientation de 1994 débute en affirmant : « L'annonce de l'Évangile est source d'avenir pour l'humanité » Comme dans la rencontre nationale précédente l'accent est mis sur le dialogue avec les travailleurs non membres de l'ACO. Mais il est clair que « l'ACO existe pour tous les travailleurs croyants et non croyants [...] en vue de proposer la rencontre de Jésus-Christ à l'ensemble de la classe ouvrière ». On retrouve là l'importance pour le mouvement des « partages » dont la finalité est ainsi clairement exprimée. La double fidélité se situe « dans la rencontre entre la démarche de militant ouvrier et celle de croyant ». Les membres de l'ACO sont invités à être « témoins du ressuscité, acteurs de la vie ouvrière et audacieux pour le dialogue ». C'est en 1994 qu'une opposition significative se manifeste à la redéfinition des orientations du mouvement mais celle-ci semble déjà acquise lors des rencontres nationales précédentes.

En 1998, enfin, en proclamant sa *Charte des fondements*, l'ACO renoue explicitement avec ses origines en citant à plusieurs reprises les textes des premières rencontres nationales : « L'objectif est de cerner et de mettre en valeur l'essentiel de la mission qui anime le mouvement en fidélité avec l'orientation apostolique de ses débuts : « l'évangélisation, l'annonce de la Bonne nouvelle du Christ à tous nos frères les travailleurs, l'établissement de la communauté d'amour partout où ils vivent » (Rencontre nationale 1951). « Vivre, partager et dire ce message nous invite à être « engagés pleinement ans le combat de la classe ouvrière » (Rencontre nationale 1953).

« Des travailleurs croyants au service de la mission. Impliqués dans des luttes menées avec les organisation syndicales, politiques, associatives et imprégnés de la vie, des solidarités vécues avec les travailleurs, les membres de l'ACO proposent le témoignage visible d'une communauté de croyants. [...]

« Mouvement d'action catholique spécialisée, l'ACO s'adresse aux hommes et aux femmes de la classe ouvrière. En libérant la parole, en faisant en sorte que la question de Dieu soit posée, en invitant chacun à s'engager et à militer pour construire une société plus juste et plus humaine, elle propose de faire Église, de témoigner de ce qui transforme tout être humain » (rapport d'orientation, 1998, § 11).

« Une double fidélité : au Christ et à la classe ouvrière. Originale dans l'Église, cette double fidélité nous fait vivre la foi chrétienne dans notre vie de travailleurs. Originale dans la classe ouvrière, elle nous fait vivre l'action solidaire comme une dimension de notre vie de croyants. Chaque fidélité nourrit l'autre. Cette double fidélité est une manière de vivre l'incarnation à l'image de Jésus humainement Dieu et divinement homme.

« Les engagements dans la vie ouvrière et la vie de foi fécondent nos existences.

« Par la mise en valeur de ces expériences, Dieu nous invite à grandir dans une unité de vie personnelle et dans une communion entre nous.

« Le rôle éducatif de l'ACO est le fruit de cette double fidélité » (rapport d'orientation, 1998, § 241).

La rencontre nationale éprouve le besoin d'affirmer que « l'ACO, depuis ses origines, a toujours voulu être un mouvement d'Église » (résolution n° 4). Il n'y a certes pas retour aux origines. Le contexte a changé considérablement : la structure sociale de la France n'est plus la même, le poids des ouvriers a diminué tandis que les couches intermédiaires se sont fortement développées, le niveau de vie s'est élevé, les rapports entre forces politiques se sont beaucoup transformés, avec notamment l'affaiblissement continu du parti communiste. Dans ces décennies, la pratique religieuse a connu une baisse continue et le poids de l'Église s'est très fortement affaibli. Les mouvements d'Action catholique, dont l'ACO, se sont affaiblis et leur place dans l'institution ecclésiale est moins centrale que par le passé. C'est dans ce contexte que le mouvement revient aux affirmations de ses origines pour affirmer son identité. C'est aussi à ce moment que son ouverture à l'ensemble de l'Église, de ses mouvements, des paroisses, se fait plus grande. L'ACO propose à tous les groupes d'Église de les faire profiter de son expérience spécifique. Elle s'implique notamment dans le catéchuménat adulte. Les responsabilités d'Église ne sont plus considérées comme secondaires. A la différence de ce qui se passait dans la décennie précédente, les membres de l'ACO sont plus présents dans les structures d'Église.

Le modèle de l'Action catholique est toujours celui de l'ACO mais l'insistance sur l'engagement se fait moins pressante. L'ACO constitue des équipes d'handicapés mentaux ou de chômeurs, toujours au nom de l'exigence évangélique de l'accueil des plus pauvres et des petits. Une dualité s'instaure à l'intérieur du mouvement entre les « engagés » politiques, syndicaux, associatifs, et ceux qui sont en « équipe d'acheminement », à la fois d'un point de vue religieux et d'un point de vue politique. La distinction est pour une large part une différence de génération. La façon même dont se conçoit l'engagement divise les membres. Les plus récents se sentent moins tenus par l'injonction d'engagement respectée par les plus anciens. La part des membres de l'ACO syndiqués a fortement baissé. Et l'influence indirecte de l'ACO dans les organisations politiques et syndicales qu'on avait reprochée à l'ACO se fait moins marquée, ne serait-ce que du fait de la diminution de ses membres⁵⁶. L'engagement politique est toujours le fait d'une minorité. Le PS continue d'être le lieu principal de présence politique des membres de l'ACO. Des organisations nouvelles comme ATTAC ou les alternatifs ont dans l'ACO une audience forte. L'action internationale via le CCFD dont l'ACO est membre et où certains de ses membres exercent des responsabilités éminentes, ou encore dans des organisations comme Amnesty, reste une façon privilégiée des catholiques d'accéder à la politique.

On ne peut pas dire que l'ACO se fasse le chantre de la nouvelle évangélisation, mais le mouvement est quand même marqué par cette orientation nouvelle de l'Église et notamment par ce souci de visibilité des communautés chrétiennes. Les « partages » auxquels les membres de l'ACO invitent leurs collègues de travail ou leurs voisins de quartier participent de cette visibilité. Il s'agit d'inviter les autres à discuter d'un problème social ou politique et non d'inviter à une quelconque manifestation religieuse mais il s'agit bien de l'invitation d'un groupe chrétien. Les militants chrétiens sont ainsi clairement identifiés comme tels. Et l'Église, par l'ACO, peut ainsi jouer un rôle, en dehors des organisations politiques ou syndicales, dans la réflexion politique. L'engagement des militants chrétiens dans la sphère politique apporte aux yeux de leurs camarades du crédit à une telle démarche d'Église. Le spectre politique de telles réunions peut aussi ainsi être plus large.

56 À la différence de ce que l'on observait à la CFTC puis à la CFDT des décennies antérieures, chez les adhérents récents de la CFDT, on retrouve peu de membres de l'ACO (Bruno Duriez, Frédéric Sawicki, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, n° 63, 2003). La marque des organisations chrétiennes comme instances socialisatrices de l'engagement y est devenue très faible.

Cette évolution n'empêche pas pourtant l'ACO de continuer à prendre des positions politiques. C'est le cas par exemple lors de la Rencontre nationale de 2006 où les positions gouvernementales sur l'immigration furent dénoncées.

L'ACO a toujours été un lieu où se mêlent le religieux et le social (le politique). Il est un des lieux où s'est construit « un idéal politique d'inspiration religieuse⁵⁷ ». Celui-ci s'exprime dans les positions publiques de l'organisation. Il s'exprime aussi dans la façon dont les militants abordent le politique. L'organisation affirme toujours aussi une distance au politique qui permet de gérer la (relative) diversité des options politiques de ses membres. C'est aussi une façon d'affirmer que le but ultime, ce qui donne le sens principal à l'action menée, pour l'organisation et pour les chrétiens, est religieux.

Les membres de la JOC et de l'ACO ont une propension à se considérer comme des marginaux dans l'Eglise. Leur histoire montre que ces organisations de laïcs et d'Eglise à la fois ont au contraire occupé une place centrale dans le dispositif stratégique de l'Eglise. L'ACO est un des moyens essentiels qui s'offrent à elle pour assurer sa présence dans les milieux populaires et pour que son image ne soit pas associée à la seule droite politique. Le radicalisme (limité) de certaines positions politiques de l'ACO va de pair avec un certain conformisme doctrinal. A la différence d'autres mouvements, l'ACO et ses membres continuent d'être acceptés par les responsables de l'Eglise dans la mesure où ils continuent d'affirmer leur fidélité à l'institution religieuse.

57 Jean Delmarle, *op. cit.*, p. 42.

Duriez Bruno, « Les services du MPF : la fin d'un projet intégral », in Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Alain-René Michel, Georges Mouradian, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *Chrétiens et ouvriers en France. 1937-1970*, Éditions de l'Atelier 2001, p. 215-219

Duriez Bruno, « Left Wing in Catholicism in France. From Catholic Action to the Political Left : the *Mouvement populaire des familles* » in Gerd-Rainer Horn, Emmanuel Gerard (dir.), *Left Catholicism 1943-1955. Catholics and Society in Western Europe at the Point of Liberation*, KADOC-Studies, Leuven University Press, 2001, p. 64-90. Repris sous le titre « De l'Action catholique à la gauche politique. Le Mouvement populaire des familles », in « Les mouvements familiaux et leur institution en France. Anthologie historique et sociale », coord. par Michel Chauvière et Pauline Kertudo, *Cahier d'histoire de la Sécurité sociale*, n° 3, 2006.

Duriez Bruno, « La double fidélité dans les textes d'orientation de l'ACO », in *Dans l'histoire de l'Église en classe ouvrière, 50 ans d'ACO. Comment a été vécue la double fidélité au Mouvement ouvrier et à l'Église*, Association d'éducation populaire et familiale, Lille, 2002, p. 19-38

Duriez Bruno, « Zwischen Apostolat und zozialer Umgestaltung. Die katholische Abeiterbewegung in Frankreich », in Claudia Hiepel, Mark Ruff (dir.), *Christliche Arbeiterbewegung in Europa. 1850-1950*, Kohlhammer (Konfession und Gesellschaft), Stuttgart, 2003.

Duriez Bruno, « L'action sociale des catholiques : de la « conquête » au « témoignage » », in Jean Birnbaum, Frédéric Viguié (dir.), *La laïcité : une question au présent*, Nantes, Éditions Cécile Defaut, 2006, p. 105-125.

Les Cahiers du GRMF

Chauvière Michel, Duriez Bruno (dir.), *Les mouvements familiaux populaires et ruraux, naissance, développement, mutations, 1939-1955*, Les Cahiers du GRMF, n° 1, 1983.

Duriez Bruno (dir.), *De l'action catholique au mouvement ouvrier. La déconfessionnalisation du Mouvement populaire des familles, 1941-1950*, Les Cahiers du GRMF, n° 2, 1984.

Chauvière Michel, Dermenjian Geneviève, Duriez Bruno, (dir.), *L'action familiale ouvrière et la politique de Vichy*, Les Cahiers du GRMF, n° 3, 1985.

Guéry Louis (dir.), *Monde ouvrier, 1937-1957, une presse libre pour des temps difficiles*, Les Cahiers du GRMF, n° 4, 1986.

Duriez Bruno (dir.), *Vingt ans de luttes ouvrières et familiales, 1940-1960. Le Mouvement populaire des familles dans le Nord Pas-de-Calais. Espoirs et réalisations*, Les Cahiers du GRMF, n° 5, Étude Régionale, 1988.

Dermenjian Geneviève (dir.), *Femmes, famille et action ouvrière. Pratiques et responsabilités féminines dans les mouvements familiaux populaires (1935-1958)*, Les Cahiers du GRMF n° 6, 1991.

Duriez Bruno, Chauvière Michel (dir.), *La bataille des squatters et l'invention du droit au logement. 1945-1955*, Les Cahiers du GRMF n° 7, 1992.

Ruellan Yves, *De la Corporation paysanne aux Associations familiales rurales. 1940-1945*, Les Cahiers du GRMF n° 8, 1995.

Chauvière Michel (dir.), *Une communauté brisée. La scission MLP-MLO de 1951*, Les Cahiers du GRMF n° 9, 1995.

Tamburini Georges (dir.), *Une politique de l'agir. Stratégie et pédagogie du Mouvement populaire des familles*, Les Cahiers du GRMF n° 10, 1996.

Duriez Bruno, Nizey Jean, Chauvière Michel (dir.), *La solidarité en actes. Services collectifs et expression des usagers dans le Mouvement populaire des familles. 1940-1955*, Les Cahiers du GRMF n° 11, 2002.

Tamburini Georges, Duriez Bruno (dir.), *Des chrétiens à l'épreuve du politique. Les engagements du MPF-MLP à Lyon. 1934-1960*, Les Cahiers du GRMF n° 12, 2003.

Dermenjian Geneviève (dir.), *Dans le combat ouvrier. Le Mouvement populaire des familles dans les Bouches-du-Rhône, 1941-1951*, Les Cahiers du GRMF n° 13, 2004.

Chauvière Michel, Duriez Bruno (dir.), *Faire des militants... Stratégies de formation de la LOC au MPF. Suivi de Pour un bilan du GRMF*, Les Cahiers du GRMF n° 14, 2006.